

have given contributions. France, the Netherlands and others announced most generous new gifts in the Second Committee. Czechoslovakia has given surplus sugar. Other countries are considering other gifts. Everything is needed, for, as Mr. Masaryk has said tonight, UNRRA is the first of the United Nations institutions and it is the urgent duty of every one of us to see that its work is fully done.

The PRESIDENT (*Translation from the French*): I call upon Mr. Varvareosos, representative of Greece.

Mr. VARVAREOSSOS (Greece): As a representative of a country which was most cruelly hit by war and enemy occupation, I considered it my duty and my privilege to pay a warm tribute to UNRRA and its work in my country. I did so at the first meeting of the Second Committee. I gave the members of the Committee, and I give you, the assurance that the work of UNRRA in my country is a complete success. I paid a just tribute to the UNRRA mission. I can assure you that all those men and women who abandoned their jobs with the sole aim of helping our children have discharged their duty with a warm feeling and great sympathy for the people, and in conformity with the spirit of the UNRRA agreement. They have mixed in the life of the people, but they never interfered with the affairs of the country.

I am sure that, should the assistance to be given to our country be inadequate, this would not be due to any lack of good will or generosity, but to the immensity of the destruction and to the vast needs of our people.

I end this short statement with a renewed expression of gratitude for UNRRA.

The PRESIDENT (*Translation from the French*): The general debate is closed.

If there are no further observations, I shall consider the resolution proposed by the Second Committee as adopted.

Decision: *The resolution was adopted.*

The meeting rose at 11.55 p.m.

TWENTY-SECOND PLENARY MEETING

Saturday, 2 February 1946 at 11.00 a.m.

CONTENTS

- 42. Installation of the Secretary-General of the United Nations. 323
- 43. Requests submitted by the World Federation of Trade Unions: Report of the General Committee. 326
- 44. Reconstruction of Countries Members

je n'ai pas le moindre doute que le Conseil de l'UNRRA acceptera leur demande s'ils la présentent. Même certains pays occupés ont fourni une contribution. La France, les Pays-Bas et d'autres pays ont annoncé de nouveaux dons généreux au cours de la réunion de la Deuxième Commission. La Tchécoslovaquie a livré un contingent important de sucre. D'autres pays envisagent également des dons. On a besoin de tout, car, comme l'a indiqué tout à l'heure M. Masaryk, l'UNRRA est la première des institutions des Nations Unies et c'est le devoir pressant de chacun de nous de faire en sorte que l'œuvre soit menée à bonne fin.

Le PRÉSIDENT: La parole est à M. Varvareosos, représentant de la Grèce.

M. VARVAREOSSOS (Grèce) (*Traduction de l'anglais*): C'est pour moi un devoir et en même temps un privilège, en tant que représentant d'un pays qui a été si durement éprouvé par la guerre et l'occupation ennemie, d'apporter ici l'hommage de ma reconnaissance à l'UNRRA et au travail qu'elle a accompli dans mon pays. Je l'ai déjà fait d'ailleurs à la première réunion de la Deuxième Commission. J'ai donné à tous les membres de cette Commission, et je vous l'apporte à nouveau, l'assurance que le travail de l'UNRRA dans mon pays a été un succès complet. Tous ces hommes, toutes ces femmes qui ont abandonné leurs foyers avec la seule volonté d'aider nos enfants, se sont acquittés de leur mission de grand cœur et avec beaucoup de sympathie pour notre peuple, en se conformant à l'esprit qui a présidé à la naissance de l'UNRRA. Ils se sont mêlés à la vie du peuple sans jamais intervenir dans les affaires mêmes du pays.

Si l'assistance donnée à mon pays n'est pas tout à fait suffisante, je suis sûr que ce ne sera en aucune façon par manque de bonne volonté ou de générosité. Ce sera tout simplement parce que l'immensité des destructions et des besoins de notre peuple dépasse même ce que peuvent faire cette volonté et cette générosité.

Permettez-moi, en terminant cette brève déclaration, de renouveler mes sentiments de gratitude pour l'UNRRA.

Le PRÉSIDENT: La discussion générale est close.

Vous avez devant vous une résolution qui nous est proposée par la Commission. S'il n'y a pas d'objection, je la considérerai comme adoptée.

Décision: *La résolution est adoptée.*

La séance est levée à 23 h. 55.

VINGT-DEUXIEME SEANCE PLENIERE

Samedi 2 février 1946 à 11 heures.

TABLE DES MATIERES

- 42. Installation du Secrétaire général des Nations Unies 323
- 43. Demandes présentées par la Fédération syndicale mondiale: Rapport du Bureau de l'Assemblée générale. 326
- 44. Reconstruction des pays Membres des

of the United Nations devastated by War: Draft Resolution proposed by the Delegation of Poland, Report of the General Committee. 328

45. Extradition and Punishment of War Criminals: Draft Resolution proposed by the Delegation of the Byelorussian Soviet Socialist Republic: Report of the General Committee. . . 337

President: Mr. P.-H. SPAAK (Belgium).

42. INSTALLATION OF THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

The PRESIDENT (*Translation from the French*): We will now proceed with the installation of the Secretary-General of the United Nations.

I call upon the Vice-Presidents of the General Assembly, the President of the Security Council and the President of the Economic and Social Council to come to the platform.

(*The seven Vice-Presidents of the General Assembly, the President of the Security Council, and the President of the Economic and Social Council took their places on the platform.*)

The PRESIDENT (*Translation from the French*): I request Mr. Jebb to escort Mr. Trygve Lie to the platform.

(*Mr. Jebb, the Executive Secretary, escorted Mr. Lie to the platform.*)

The PRESIDENT (*Translation from the French*): In accepting your appointment do you, Trygve Lie, solemnly undertake to exercise in all loyalty, discretion and conscience the functions entrusted to you as Secretary-General of the United Nations, to discharge those functions and regulate your conduct with the interests of the United Nations only in view, and not to seek or accept instructions in regard to the performance of your duties from any Government or other authority external to the Organization?

Mr. Lie then took the oath, as follows:

MR. LIE: "I, Trygve Lie, solemnly swear to exercise in all loyalty, discretion and conscience the functions entrusted to me as Secretary-General of the United Nations, to discharge those functions and regulate my conduct with the interests of the United Nations only in view, and not to seek or accept instructions in regard to the performance of my duties from any Government or other authority external to the Organization."

The PRESIDENT (*Translation from the French*): Mr. Secretary-General, it is for me at once a great honour and a great joy to be the first in tendering to you official congratulations. I recently had occasion to express the esteem and the friendship which I felt for you, and I therefore rejoice sincerely in the election which has carried you to the post of Secretary-General of the United Nations. It is a very high position

Nations Unies dévastés par la guerre: Projet de résolution présenté par la délégation de Pologne: Rapport du Bureau de l'Assemblée générale 328

45. Extradition et châtimement des criminels de guerre: Projet de résolution présenté par la délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie: Rapport du Bureau de l'Assemblée générale 337

Président: M. P.-H. SPAAK (Belgique).

42. INSTALLATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

Le PRÉSIDENT: Nous allons procéder à l'installation du Secrétaire général des Nations Unies.

Je prie les Vice-Présidents de l'Assemblée, le Président du Conseil de sécurité et le Président du Conseil économique et social de prendre place au Bureau.

(*Les sept Vice-Présidents de l'Assemblée, le Président du Conseil de sécurité et le Président du Conseil économique et social prennent place sur la tribune.*)

Le PRÉSIDENT: Je prie M. Jebb de bien vouloir introduire M. Trygve Lie.

(*M. Lie, accompagné de M. Jebb, Secrétaire exécutif, monte à la tribune.*)

Le PRÉSIDENT: En acceptant votre nomination, Trygve Lie, prenez-vous l'engagement solennel d'exercer, en toute loyauté, discrétion et conscience, les fonctions qui vous ont été confiées en qualité de Secrétaire général des Nations Unies, de vous acquitter de ces fonctions et de régler votre conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Organisation sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun Gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Organisation, en ce qui concerne l'accomplissement de vos devoirs?

M. Lie prête alors serment dans les termes suivants:

MR. LIE (*Traduction de l'anglais*): "Je jure solennellement d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, de m'acquitter de ces fonctions et de régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Organisation, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun Gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Organisation, en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs."

Le PRÉSIDENT: Monsieur le Secrétaire général, c'est pour moi un grand honneur doublé d'une grande joie d'être le premier à vous apporter des félicitations officielles. J'ai eu récemment l'occasion de dire l'estime et l'amitié que j'ai pour vous; je me réjouis donc sincèrement de l'élection qui vous a porté au Secrétariat général des Nations Unies. C'est un très haut poste que vous occupez là et c'est aussi un poste très

which you occupy and it is a very difficult position. In order to succeed, and I am sure you will succeed, you will have need of all your qualities. You will be firm without intransigence; you will be conciliatory without weakness; you will be impartial without exception.

You are at the present moment the most highly qualified representative of the international spirit. May I be allowed to give you a word of advice, and that is that in your direction of the United Nations Organization, without ever compromising the ideal which we have set before ourselves as the end of all our efforts, you should never lose contact with reality. We are neither a learned society nor an academy; we are a great political and social organization, and for us reality counts. It is the raw material of our work. And you should seek the force and the power of your influence, not in any theoretical idealism, but in an optimistic confidence founded on facts.

I have no doubts about you. You belong to one of those northern countries in which democracy has happily developed in order and prosperity, in which the most generous and the most just ideas and the bold ones have become living realities. You belong to a courageous, fierce and proud people, which was certainly demonstrated during the war; but they are also a reasonable and practical people. Of that people you are one of the greatest sons. Those who lived near you during the war know your courtesy and your high-mindedness. They have confidence in you, and soon, I feel sure, the whole world will ratify that judgment.

Therefore I say to you: Good courage and good luck, Mr. Secretary-General, and may I be allowed to add: Good courage and good luck, my dear friend.

Ladies and gentlemen, I declare Mr. Lie installed in his functions as Secretary-General.

(The seven Vice-Presidents of the General Assembly, the President of the Security Council and the President of the Economic and Social Council each congratulated Mr. Lie on his appointment as Secretary-General.)

The PRESIDENT (*Translation from the French*): I call upon Mr. Lie to deliver his first speech as Secretary-General.

Mr. LIE (Secretary-General): May I first of all express my thanks to the President of the Assembly for his kind words to me and to my country.

You will readily understand my feelings on this occasion. I am filled with gratitude toward you all for the honour you have paid me by electing me your Secretary-General. I ask you to accept my most sincere thanks.

It is naturally with deep emotion that I leave the service of my country and my King and enter the service of the international community as a whole.

I am profoundly impressed by the serious nature of the task ahead of me. I know that the discharge of my new duties will demand of me everything I shall be able to give.

difficile. Pour y réussir et vous y réussirez, j'en suis sûr, il faudra développer toutes vos qualités: vous serez ferme sans intransigence, souple sans faiblesse, impartial sans exception.

Vous êtes, dès à présent, le représentant le plus qualifié de l'esprit international. Permettez-moi de vous donner un conseil: que, sous votre direction, l'Organisation des Nations Unies, tout en ne transigeant jamais avec l'idéal que nous nous sommes donné comme but de notre effort, ne perde pas contact avec la réalité; nous ne sommes ni une société savante, ni une académie; nous sommes un grand organisme politique et social; les réalités comptent pour nous; elles sont la matière première de nos travaux. Puisez votre force et la puissance de votre rayonnement, non dans un idéalisme théorique, mais dans une confiance optimiste basée sur les faits.

Mais je ne doute pas de vous. Vous appartenez à l'un des pays du nord où la démocratie s'est heureusement développée dans l'ordre et la prospérité, où les idées les plus généreuses, les plus justes et les audacieuses sont devenues des réalités vivantes. Vous appartenez à un peuple courageux, obstiné et fier; il l'a bien montré pendant la guerre; mais aussi raisonnable et pratique. De ce peuple, vous êtes l'un des meilleurs fils. Ceux qui ont vécu près de vous pendant la guerre connaissent votre ténacité, votre courtoisie, votre finesse. Ils ont confiance en vous. Bientôt, j'en suis convaincu, le monde entier ratifiera ce jugement.

Bon courage et bonne chance, Monsieur le Secrétaire général, et, permettez-moi d'ajouter: bon courage et bonne chance, mon cher ami.

Mesdames, Messieurs, je déclare M. Lie installé dans ses fonctions de Secrétaire général.

(Les sept Vice-Présidents de l'Assemblée générale, le Président du Conseil de sécurité et le Président du Conseil économique et social félicitent tour à tour M. Lie de sa nomination au poste de Secrétaire général.)

Le PRÉSIDENT: Je donne la parole à M. Lie pour son premier discours de Secrétaire général.

M. LIE (Secrétaire général) (*Traduction de l'anglais*): Je tiens d'abord à adresser mes remerciements au Président de l'Assemblée pour les bonnes paroles qu'il a eues pour mon pays et pour moi.

Vous comprendrez aisément les sentiments que j'éprouve en cette occasion. Je suis rempli de gratitude envers vous tous pour l'honneur que vous m'avez fait en m'élisant Secrétaire général et je vous prie d'accepter mes remerciements les plus sincères.

C'est naturellement avec une profonde émotion que je quitte le service de mon pays et de mon Roi pour entrer au service de la communauté internationale.

Je suis très conscient de la gravité de la tâche qui m'attend. Je sais que l'accomplissement de mes nouvelles fonctions exigera tout ce qu'il sera en mon pouvoir de donner.

In embarking on my great task, however, I am comforted by the knowledge that, first, the Executive Committee, then the Preparatory Commission and now the General Assembly have smoothed my path by working out in considerable detail the organization and procedures of the principal organs of the United Nations, including the Secretariat, of which I shall be Head. I am more grateful than I can express that so much preliminary work has been done and that such a wide measure of agreement has been reached on so many complex issues.

I am comforted, too, in the knowledge that I shall, from the outset, have a competent and experienced temporary staff at my disposal. I am greatly impressed by the work of Mr. Jebb and his colleagues and I am most anxious that they should stay with me until I have had time to plan the establishment of my permanent staff. For this reason, I am glad that the General Assembly has authorized me to invite the members of the Secretariat of the Preparatory Commission to continue to serve the United Nations until 1 April.

In taking over my new task I promise you to do my best. I am the servant of you all. You can count upon my impartial approach to all your problems. I am determined to merit your further confidence through my work for the cause of the United Nations. Certain of your support, I look to the future with confidence.

It will be my duty always to act as a true international officer, inspired by the same lofty idea of international co-operation which prompted our great leaders of the last war in taking the initiative in the creation of the United Nations.

Your Secretary-General is not called upon to formulate the policy of the United Nations. The lines of that policy are laid down in the Charter and determined by decisions of the different relevant organs of the United Nations. The task of the Secretariat will be to assist all those organs of the United Nations in preparing and carrying out all decisions taken by them in order to make the policy programme of the Charter a living reality.

The purpose of the United Nations is the maintenance of peace in an atmosphere of international security and general well-being. One of the main duties of your Secretariat must be to assist the Security Council in every possible way in the fulfilment of its mission.

But there is a close connexion between the peace problem and the economic and social conditions of the countries of the world. The creation of better economic and social conditions for all peoples is one of the principal aims of the United Nations. I wish to emphasize that everything within the competence and capacity of the Secretariat will be done to enable the Economic and Social Council to perform its functions.

In all this work the Secretariat will remember the suffering and devastation caused by the war. Vast millions of our fellow men live in a state of

En acceptant cette mission toutefois, je trouve quelque réconfort dans le fait que, d'abord, le Comité exécutif, ensuite la Commission préparatoire, et maintenant l'Assemblée générale, m'ont aplani la voie en préparant en détail l'organisation et la procédure des principaux organes des Nations Unies, y compris le Secrétariat dont je serai le chef. Je suis, plus que je ne saurais dire, reconnaissant du travail préliminaire important qui a été accompli et heureux qu'un accord ait pu être réalisé sur tant de problèmes complexes.

Je trouve également quelques raisons de réconfort dans le fait que, dès le début, j'aurai à ma disposition un personnel temporaire compétent et expérimenté. J'ai été profondément impressionné par le travail qu'ont accompli M. Jebb et ses collègues. Je tiens beaucoup à ce qu'ils restent avec moi jusqu'au moment où j'aurai le temps de recruter mon personnel permanent. Pour cette raison, je suis heureux que l'Assemblée générale m'ait autorisé à inviter les membres du Secrétariat de la Commission préparatoire à continuer à servir les Nations Unies jusqu'au 1er avril.

En assumant ma nouvelle tâche, je vous promets de faire de mon mieux. Je suis votre serviteur à tous. Vous pouvez compter que j'aborderai en toute impartialité vos problèmes. Je suis résolu à mériter par la suite votre confiance grâce à mon travail pour la cause de Nations Unies. Assuré de votre appui, j'envisage l'avenir avec confiance.

Il sera de mon devoir d'agir toujours comme un fonctionnaire international inspiré des idées élevées de coopération internationale qui ont amené nos dirigeants, au cours de la dernière guerre, à prendre l'initiative de la création des Nations Unies.

Votre Secrétaire général n'est pas appelé à formuler la politique des Nations Unies. Les grandes lignes de cette politique sont énoncées dans la Charte. Elles sont déterminées par les décisions des divers organes des Nations Unies. La tâche du Secrétariat sera d'aider tous les organes des Nations Unies à préparer et à exécuter toutes les décisions prises par eux afin de faire du programme général de la Charte une réalité vivante.

Le but des Nations Unies est le maintien de la paix dans une atmosphère de sécurité internationale et de bien-être général. Une des tâches essentielles de votre Secrétariat sera d'aider de toutes les manières possibles le Conseil de sécurité dans l'accomplissement de sa tâche.

Mais il existe une relation étroite entre le problème de la paix et la situation économique et sociale des pays du monde. La création de conditions économiques et sociales meilleures pour tous les peuples est un des buts principaux des Nations Unies. Je tiens à souligner que tout ce qui sera de la compétence et de la capacité du Secrétariat sera fait pour permettre au Conseil économique et social d'accomplir sa tâche.

Dans toute cette œuvre, le Secrétariat se souviendra des souffrances et des dévastations causées par la guerre. Des millions et des millions

desperate misery and privation. Food, housing, clothing and heat must be provided for them, and this can only be achieved in a democratic and peaceful world.

Another important duty of the Secretariat will be to assist the Trusteeship Council in its great task to further the progressive development of the Trust Territories towards self-government or independence.

It will also be our duty to provide whatever assistance is necessary to the International Court of Justice, to enable it to function in the best possible conditions.

Those who gave their lives in order that we may be free, those who lost their homes, those who suffered, and still suffer, from the consequences of war have given us a sacred mandate: that is, to build a firm foundation for the peace of the world. We may find difficulties and obstacles ahead of us. But the harder the task, the higher the prize. It is the future of the whole civilized world which is at stake.

43. REQUESTS SUBMITTED BY THE WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS: REPORT OF THE GENERAL COMMITTEE (DOCUMENT A/21)

The PRESIDENT (*Translation from the French*): For the discussion of this item on the agenda (Annex 5, page 578) I must remind you of the terms of rule 15 of the rules of procedure, which runs as follows:

“During any regular session of the General Assembly items may be revised, and may be added to or deleted from the agenda by a majority of the Members present and voting. Consideration of additional items shall, unless the General Assembly, by a two-thirds majority of the Members present and voting, decides otherwise, be postponed until four days after they have been placed on the agenda and until a committee has reported upon them.”

You must therefore decide in the first place if you agree that this new item be placed on the agenda. If you so agree by a two-thirds majority, we can discuss it forthwith. If there is not a two-thirds majority, the question will have to be referred back to a special committee.

Does anyone wish to speak?

I call upon Mr. Connally, representative of the United States of America.

MR. CONNALLY (United States of America): This matter was considered at some length in the General Committee, with the results that you see in the document before you. Since the matter reached the Assembly several of us who were interested in both sides of the proposition have tentatively agreed that I should present a motion that this matter be referred to the First Committee, and I now make that motion. We think that in that Committee the question can be worked out in a manner that will be more satisfactory

d'hommes vivent dans des conditions de misère et de privation désespérées. Il faut les nourrir. Il faut les loger. Il faut les habiller, il faut les chauffer et ceci ne sera possible que dans un monde démocratique et pacifique.

Une autre tâche importante du Secrétariat sera d'aider le Conseil de tutelle à encourager le développement progressif des territoires sous tutelle pour les amener vers un régime d'autonomie et d'indépendance.

Il sera également de notre devoir de fournir toute l'assistance nécessaire à la Cour internationale de Justice pour lui permettre de fonctionner dans les meilleures conditions.

Ceux qui ont offert leur vie pour que nous puissions jouir de la liberté, ceux qui ont perdu leur foyer, ceux qui ont souffert et qui souffrent encore des conséquences de la guerre, nous ont donné un mandat sacré: établir la paix du monde sur des fondations solides. Nous trouverons sans doute des difficultés et des obstacles, mais plus la tâche sera dure, plus la récompense sera haute. C'est l'avenir de tout le monde civilisé qui est en jeu.

43. DEMANDES PRÉSENTÉES PAR LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE: RAPPORT DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (DOCUMENT A/21)

Le PRÉSIDENT: Pour la discussion de ce point de l'ordre du jour (annexe 5, page 578), je suis forcé de vous rappeler les dispositions de l'article 15 du règlement intérieur ainsi libellé:

“Au cours d'une session ordinaire de l'Assemblée générale, des rubriques peuvent être modifiées, ajoutées ou supprimées en vertu d'une décision prise à la majorité des Membres présents et votant. A moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des deux tiers des Membres présents et votant, l'examen d'une question nouvelle ne peut avoir lieu avant qu'un délai de quatre jours à compter de son inscription à l'ordre du jour se soit écoulé et qu'un comité ait fait rapport à son sujet.”

Vous devrez donc d'abord décider si vous acceptez que cette question nouvelle soit mise à l'ordre du jour. Si vous l'acceptez à la majorité des deux tiers, nous pouvons en discuter immédiatement. Si la majorité des deux tiers n'est pas atteinte, la question doit retourner devant un comité spécial.

Quelqu'un demande-t-il la parole?

La parole est à M. Connally, représentant des Etats-Unis d'Amérique.

M. CONNALLY (Etats-Unis d'Amérique) (*Traduction de l'anglais*): La question a été longuement discutée par le Bureau et les résultats du débat sont consignés dans le présent document. Depuis que l'Assemblée a été saisie de la question, plusieurs Membres, que la proposition intéresse sous son double aspect, ont accepté, à titre provisoire, que je propose le renvoi à la Première Commission, proposition que je fais en ce moment. Nous estimons qu'au sein de cette Commission, la question pourra être étudiée

and expedite consideration before the Assembly better than in its present form. I therefore move that it be referred to the First Committee.

The PRESIDENT (*Translation from the French*): We must first decide whether the question can be placed on the agenda of the General Assembly.

Is there any objection to this matter being put on the agenda?

I call upon Mr. Gromyko, representative of the Union of Soviet Socialist Republics.

Mr. GROMYKO (Union of Soviet Socialist Republics): When this matter was considered in the General Committee agreement was not reached, but the Soviet delegation is ready to support the proposal made by the United States delegation to refer this question, for further consideration, to the First Committee.

The PRESIDENT (*Translation from the French*): I call upon Mr. Bidault, representative of France.

Mr. BIDAULT (France) (*Translation from the French*): I have myself explained from this rostrum the point of view of the French delegation. It is favourable to the request which is now before us. Since, however, certain difficulties, which do not appear to be insoluble, are involved, the best method would seem to be to follow the course advocated by the delegate for the United States of America, which, in the name of my delegation, I support.

The PRESIDENT (*Translation from the French*): I call upon Mr. Noel-Baker, representative of the United Kingdom.

Mr. NOEL-BAKER (United Kingdom): I should like to support your proposal that the item be put on the agenda, and the proposal made by the United States, Soviet and French delegations that it be immediately referred to the First Committee, where, having already taken part in the discussion, I have every hope we shall arrive at an agreed solution.

The PRESIDENT (*Translation from the French*): I call upon Mr. Andrews, representative of the Union of South Africa.

Mr. ANDREWS (Union of South Africa): The South African delegation would like to support the proposition you have made that this item be put on the agenda of the General Assembly and also to support the proposal of the United States delegation that the matter be remitted to the First Committee.

The PRESIDENT (*Translation from the French*): I call upon Mr. Riaz, representative of Egypt.

Mr. RIAZ (Egypt) (*Translation from the French*): This is a question of procedure. The proposal made by the delegate for the United States of America makes it possible not to raise a question which may affect the very constitution of our Organization. We are faced with a pro-

d'une manière qui sera plus satisfaisante et qui permettra à l'Assemblée de l'examiner plus rapidement et plus facilement que sous sa forme actuelle. C'est pourquoi je propose que la Première Commission en soit saisie.

Le PRÉSIDENT: Il y a d'abord lieu de décider si la question peut être mise à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Est-ce que quelqu'un s'oppose à ce que cette question vienne à l'ordre du jour?

La parole est à M. Gromyko, représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

M. GROMYKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) (*Traduction de l'anglais*): Lorsque cette question a été discutée au sein du Bureau, aucun accord n'est intervenu, mais la délégation soviétique est prête à appuyer la proposition faite par la délégation des États-Unis de renvoyer la question à la Première Commission pour examen complémentaire.

Le PRÉSIDENT: La parole est à M. Bidault, représentant de la France.

M. BIDAULT (France): La position de la délégation française a été exposée par moi-même à la tribune de cette Assemblée. Elle est favorable à l'admission qui est aujourd'hui en cause devant nous. Puisqu'un certain nombre de difficultés, qui ne nous paraissent pas insolubles, se sont élevées, il nous semble, en effet, qu'il est de bonne méthode de s'en rapporter à la proposition du délégué des États-Unis d'Amérique que j'appuie au nom de ma délégation.

Le PRÉSIDENT: La parole est à M. Noel-Baker, représentant du Royaume-Uni.

M. NOEL-BAKER (Royaume-Uni) (*Traduction de l'anglais*): Je tiens à appuyer votre proposition demandant que la question soit inscrite à l'ordre du jour, ainsi que les propositions formulées par les délégations américaine, soviétique et française demandant que la Première Commission en soit saisie immédiatement. Ayant personnellement pris part aux débats, j'espère fermement que nous parviendrons à une solution ralliant l'approbation générale.

Le PRÉSIDENT: La parole est à M. Andrews, représentant de l'Union Sud-Africaine.

M. ANDREWS (Union Sud-Africaine) (*Traduction de l'anglais*): La délégation de l'Union Sud-Africaine désire également se rallier à la proposition que vous avez faite d'inscrire la question à l'ordre du jour de l'Assemblée, et elle appuie aussi la proposition de la délégation des États-Unis demandant que la question soit renvoyée devant la Première Commission.

Le PRÉSIDENT: La parole est à M. Riaz, représentant de l'Égypte.

M. RIAZ (Égypte): Il s'agit d'une question de procédure. La proposition faite par le délégué des États-Unis permet de ne pas soulever une question qui touche peut-être à la constitution même de notre Organisation. Nous avons devant nous une proposition présentée par le Bureau,

posal submitted by the General Committee which relates to a question of substance. The normal procedure would, I think, be to refer it to the First Committee and we therefore agree to the proposal.

The PRESIDENT (*Translation from the French*): This question is not on the Assembly agenda. There must first be a vote to decide whether it can be placed on the agenda. This vote should be taken by a simple majority. If this first vote is carried, I shall then put to the vote the proposal made by Mr. Connally and supported by various speakers.

Are there any observations on this procedure?

I call upon the Assembly to decide by a show of hands whether the question is to be placed on the agenda.

(*A vote was taken by a show of hands.*)

The PRESIDENT (*Translation from the French*): The result of the voting is as follows: forty-one delegations have voted in favour of including the item in our agenda.

Decision: *The General Assembly decided to add to its agenda the item: "Requests submitted by the World Federation of Trade Unions."*

The PRESIDENT (*Translation from the French*): I now put to the vote the proposal made by the representative of the United States of America, and supported by several delegates, that this question should be referred to the First Committee.

There is no opposition.

Decision: *The proposal was adopted.*

44. RECONSTRUCTION OF COUNTRIES MEMBERS OF THE UNITED NATIONS DEVASTATED BY WAR: DRAFT RESOLUTION PROPOSED BY THE DELEGATION OF POLAND: REPORT OF THE GENERAL COMMITTEE (DOCUMENT A/22)

The PRESIDENT (*Translation from the French*): The next item on our agenda is the report of the General Committee on the draft resolution proposed by the delegation of Poland concerning the reconstruction of Countries Members of the United Nations devastated by war (Annex 6, page 581).

However, a question of procedure arises here, as in the previous case, as this question is a new one; the General Assembly must therefore first decide whether or not it agrees to include the item in its agenda.

(*A vote was taken by a show of hands.*)

The PRESIDENT (*Translation from the French*): The result of the voting is as follows: by thirty-nine votes the General Assembly has decided to include the item in its agenda. There was no contrary vote or abstention.

Decision: *The General Assembly decided to add to its agenda the item: "Reconstruction of Countries Members of the United Nations devastated by War."*

The PRESIDENT (*Translation from the French*): The General Assembly must now de-

position visant une question de fond. Je crois qu'en la soumettant à la Première Commission, ce serait la procédure régulière à suivre et c'est pour cela que nous nous y rallions.

Le PRÉSIDENT: Cette question ne figure pas à l'ordre du jour de l'Assemblée. Il faut qu'un premier vote décide si elle peut être mise à l'ordre du jour. Ce premier vote doit avoir lieu à la majorité simple. Si ce premier vote est acquis, je mettrai immédiatement aux voix la proposition faite par M. Connally et appuyée par différents orateurs.

Il n'y a pas d'observations sur cette procédure.

J'appelle l'Assemblée à décider, à main levée, si elle entend inscrire la question à l'ordre du jour.

(*Il est procédé au vote à main levée.*)

Le PRÉSIDENT: Voici le résultat du vote: quarante et une délégations se sont prononcées pour l'inscription de la question à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Décision: *L'Assemblée décide d'inscrire à son ordre du jour la question des demandes présentées par la Fédération syndicale mondiale.*

Le PRÉSIDENT: Je mets aux voix la proposition du représentant des Etats-Unis d'Amérique, appuyée par différents délégués, et qui tend au renvoi de la question à la Première Commission.

Il n'y a pas d'opposition.

Décision: *La proposition est adoptée.*

44. RECONSTRUCTION DES PAYS MEMBRES DES NATIONS UNIES DÉVASTÉS PAR LA GUERRE: PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ PAR LA DÉLÉGATION DE POLOGNE: RAPPORT DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (DOCUMENT A/22)

Le PRÉSIDENT: L'ordre du jour appelle la discussion du projet de résolution présenté par la délégation de la Pologne et concernant la reconstruction des pays Membres des Nations Unies dévastés par la guerre (annexe 6, page 581).

Mais une question de procédure se pose, comme elle s'est posée précédemment. La question à inscrire à l'ordre du jour est nouvelle. L'Assemblée doit décider si elle accepte ou non que cette question soit inscrite à l'ordre du jour.

(*Il est procédé au vote à main levée.*)

Le PRÉSIDENT: Le résultat du vote est le suivant: par trente-neuf voix, l'Assemblée se prononce pour l'inscription de la question à l'ordre du jour. Il n'y a pas d'avis contraire ni d'abstention.

Décision: *L'Assemblée générale décide d'ajouter à son ordre du jour la question de la reconstruction des pays Membres des Nations Unies dévastés par la guerre.*

Le PRÉSIDENT: L'Assemblée va maintenant être appelée à décider, à la majorité des deux

cide, by a two-thirds majority, whether it wishes to discuss the draft resolution immediately.

(*A vote was taken by roll-call.*)

The PRESIDENT (*Translation from the French*): The result of the voting is as follows:

In favour of immediate discussion: Argentina, Australia, Belgium, Bolivia, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Canada, Chile, China, Colombia, Costa Rica, Cuba, Czechoslovakia, Denmark, Dominican Republic, Ecuador, Egypt, El Salvador, Ethiopia, France, Greece, Haiti, India, Iran, Iraq, Lebanon, Luxembourg, Mexico, Netherlands, New Zealand, Norway, Panama, Peru, Philippine Commonwealth, Poland, Saudi Arabia, Syria, Turkey, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of South Africa, Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom, United States of America, Uruguay, Venezuela, Yugoslavia.

No delegate voted against.

Abstained: Brazil, Liberia.

Absent: Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay.

Decision: *By forty-five votes, with two abstentions and four absent, the General Assembly decided to open the discussion on the Polish proposal.*

The PRESIDENT (*Translation from the French*): I call upon Mr. Stanczyk, representative of Poland.

Mr. STANCZYK (Poland): Never yet has the attention of the peoples of the world been focussed so completely upon any international conference as upon the conference of the United Nations Organization.

The peoples have suffered too much in this war and they wish so profoundly to get rid once for all of the threat of a new war, and so they are awaiting with hope and trust the results of our conference. They believe that the representatives of fifty-one nations will give to the world not only the organization of international co-operation, but also the means which will secure for humanity both permanent peace and welfare.

We have created a Security Council, whose task is to secure peace for the world, and we shall invest it undoubtedly with the necessary means in order to try to make aggression impossible, no matter which country is the aggressor. But let us say frankly that a permanent peace would be almost impossible if we did not remove simultaneously economic inequalities; if there were to exist side by side rich nations and those that are too poor.

For settling the economic and social problems the Economic and Social Council has been set up. But it could not accomplish its task if we did not determine strictly its aims and also its competence for their realization.

First of all, we must assume that everything which is given to us by nature, everything which is being transformed into social wealth by human brains and by human hands ought to serve finally the welfare of man, ought to secure for him

tiers, si elle entend passer à la discussion immédiate du projet de résolution.

(*Il est procédé au vote par appel nominal.*)

Le PRÉSIDENT: Le résultat du vote est le suivant:

Pour la discussion immédiate: Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, France, Grèce, Haïti, Inde, Iran, Irak, Liban, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama, Pérou, Commonwealth des Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Aucun délégué ne s'est prononcé contre la discussion immédiate.

Se sont abstenus: Brésil, Libéria.

Absents: Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay.

Décision: *Par quarante-cinq voix contre deux abstentions, quatre délégations étant absentes, l'Assemblée décide de passer à la discussion immédiate du projet de résolution présenté par la représentant de la Pologne.*

Le PRÉSIDENT: La parole est à M. Stanczyk, représentant de la Pologne.

M. STANCZYK (Pologne) (*Traduction de l'anglais*): Jamais encore l'attention des peuples du monde entier ne s'est concentrée avec autant d'intérêt sur une conférence internationale.

Les peuples ont trop souffert au cours de cette guerre et leur désir d'écarter définitivement la menace d'un nouveau conflit est trop intense pour qu'ils n'attendent pas avec espoir et confiance le résultat de la présente réunion. Ils pensent que les représentants des cinquante et une nations représentées vont doter le monde non seulement d'un instrument de coopération internationale, mais aussi des moyens d'assurer à l'humanité une paix et un bien-être durables.

Nous avons créé un Conseil de sécurité qui a pour mission d'assurer la paix mondiale et nous ne manquerons pas de lui assurer les moyens nécessaires pour essayer de rendre toute agression impossible, quel que soit l'Etat agresseur. Mais nous sommes bien obligés de reconnaître en toute franchise qu'une paix durable ne serait guère possible si nous laissons subsister l'inégalité des conditions économiques, s'il existait encore des nations riches à côté de nations très pauvres.

Pour résoudre les problèmes économiques et sociaux, on a institué le Conseil économique et social. Mais celui-ci ne pourrait s'acquitter de sa tâche si nous ne déterminions pas exactement sa mission, ainsi que sa compétence.

Il nous faut partir du principe que toutes les richesses de la nature, toutes les valeurs sociales créées par le travail manuel ou intellectuel de l'homme doivent être mises au service de l'humanité, pour lui apporter du bien-être et lui

material well being, and help him to attain the highest development of civilization and culture. This aim can be attained only when the processes of production and exchange are not directed by blind forces and passions inflamed by the desire for profits, and when the means of production, raw materials, food and human worth, are subjected to the highest and the only law, of serving the only end, to satisfy the material and the spiritual needs of man.

In the programme of our work a prominent place is given to the problem of securing for the human masses full employment. But let us admit that, without planned economy, there can be no full employment. If we want to secure full employment for the masses of people able and anxious to work we ought to know where and how to employ those people. This problem is decisive for the pace of social and economic development, and it is extremely important both for the devastated countries and for countries whose economic powers have increased considerably during the war.

The general motives which have caused the Polish delegation to propose the discussion of this matter have been condensed in the motion itself. At present, I wish only to emphasize and amplify some of these motives.

Every war was always accompanied by the destruction of material goods. This was the result and the consequence of war activities. This last war, however, which started with the brutal aggression on the part of Germany, Japan and their allies, has made of war destruction a problem of an entirely new character. Fostering the principle of a totalitarian war, the aggressors have consciously seen, in the complete economic disruption of the attacked countries, a goal separate in itself and helpful for the realization of their criminal intentions. Thus the scale and the dimensions of destruction in the present war are unprecedented. The heroic defensive action against the aggressors, combined with the resistance movements, during the occupation, on the part of the patriotic population, have also caused the destruction of the national economic apparatus, either in consequence of the decision to leave during the retreat only bare land to the advancing enemy, or in the form of sabotage, leading to the destruction of installations belonging to the nation, but at the given moment working for the enemy.

In addition to the devastations caused by direct war operations a systematic looting has taken place in regard to productive plants, equipment, means of transport, et cetera, carried on by the Germans in the conquered lands. It will only be feasible to recover a part of the stolen assets, as the bulk of them has been destroyed during the final collapse of Germany.

For all these reasons, the dimensions and the degree of the present devastations have no parallel in the past, and constitute a problem of greater dimensions than humanity has probably ever hitherto had to solve. So far, there have never been calamities resulting in the erasing from the earth's surface of entire towns with hundreds of thousands of inhabitants, or even more. I will not quote all of these events but only mention

permettre de développer sa civilisation et sa culture au plus haut point. Pour que ce but puisse être atteint, il faut que la production et les échanges ne soient pas dirigés par les passions aveugles ou par l'amour du gain. Les moyens de production, les matières premières, les vivres et le travail de l'homme ne doivent être soumis qu'à cette unique loi suprême et servir ce seul dessein: la satisfaction des besoins matériels et spirituels de l'homme.

Dans le programme de nos travaux, une place importante a été réservée à la question du plein emploi. Reconnaissons cependant que, sans économie dirigée, il ne saurait y avoir de travail pour tous. Pour assurer un emploi aux innombrables hommes capables et désireux de travailler, il faudrait savoir où et comment les employer. C'est là un facteur décisif au point de vue du rythme de l'évolution économique et sociale, et un facteur d'une importance extrême tant pour les pays dévastés que pour ceux dont le potentiel économique a augmenté considérablement pendant les hostilités.

Les raisons d'ordre général qui ont amené la délégation polonaise à proposer la discussion de cette question ont été résumées dans le projet de résolution lui-même. Pour le moment, je tiens uniquement à souligner et à développer certaines de ces raisons.

La guerre s'est toujours accompagnée de la destruction de biens matériels. Tel a été le résultat et la conséquence des opérations militaires. Cependant, le dernier conflit mondial, déclenché par l'attaque brutale de l'Allemagne, du Japon et de leurs alliés, a donné un caractère entièrement nouveau au problème des destructions occasionnées par la guerre. Proclamant la guerre totale, les agresseurs ont vu délibérément dans la désorganisation complète de l'économie des pays attaqués un but en soi, favorable à l'accomplissement de leurs intentions criminelles. C'est ce qui explique l'envergure sans précédent des destructions. La défense héroïque contre l'agresseur, et l'action des mouvements de résistance pendant l'occupation ont également contribué à la désorganisation du système économique national, soit par suite de la décision des armées en retraite de pratiquer la politique de la "terre brûlée", soit du fait des actes de sabotage qui ont abouti à la destruction d'une partie de l'outillage national, qui travaillait à un moment donné pour l'ennemi.

Aux destructions du fait de la guerre, il faut ajouter le pillage systématique des fabriques, du matériel, des moyens de transport, etc., auquel les Allemands se sont livrés dans les pays occupés. On ne pourra recouvrer qu'une fraction des biens volés, étant donné que la majeure partie en a été détruite lors de la défaite de l'Allemagne.

C'est pourquoi les dommages actuels sont d'une ampleur et d'une étendue sans précédent dans l'histoire, et constituent un problème d'une envergure telle que l'humanité n'en a probablement jamais eu à résoudre de pareil auparavant. Jamais encore il n'y a eu de désastres qui ont fait disparaître de la surface de la terre des villes entières comptant des centaines de milliers d'habitants, ou même plus. Je ne citerai ici que les

some of the best known. We all remember the destruction carried on in Coventry; we all know the heroic defence of Stalingrad, which brought about the unprecedented ruin of that town. The ruins of Warsaw rise before all our eyes like a ghost, the ghost of a town which, thrice during the war, has been the victim of the most cruel and deliberate destruction.

This is why the problem of war devastations, owing to the dimensions of these devastations, has reached far beyond the possibilities of the afflicted nations and has thus become rather a problem of world economy. An obvious danger results from the fact that countries which have suffered from these devastations, namely, the Soviet Union, France, China, as well as Yugoslavia, Greece and Poland, present enormous masses of consumers who are unable today to satisfy their needs, or at best can only do so in an extremely reduced degree. It is also obvious that other countries, which during the war have developed their industries and their production, are now forced to find outlets in peace-time, too, for the surplus of their output. The prompt and suitable solution of this problem will not only be decisive for the reconstruction of the ruined countries, but will also guarantee that economic consequences deriving from unrest in the economic sphere will not bring us new troubles all over the world, and constitute the same threat of complications which overshadowed the world after the first world war as a consequence of a lack of balance in the world's economy.

One must always remember that the guarantee of the world's peace, which is the final purpose of our efforts, as well as the guarantee of friendly relations between nations and finally, a soundly balanced social structure, must have for corner-stones conditions suitable for an unimpeded economic development. Should no special measures be applied in the present situation, when such immense groups of consumers have been eliminated, the work of the United Nations Organization may remain in the sphere of unrealized dreams.

In order to enforce the aims mentioned above, to re-establish in the interests of world economy great masses of consumers, and to procure outlets for the goods of countries which have emerged from the war without damage, so that they may continue their work without interruption, it is necessary to enable the ruined countries to carry on productive work, which is the only factor capable of guaranteeing their commercial interchange with the group of countries not ruined by the war. I repeat, the reconstruction of the ruined countries is at the present moment not a question interesting those countries alone, but a problem of world economy, which on account of the weight of its possible consequences becomes the main point of world economic policies.

This problem was raised by Poland for a special reason. It is not only due to the fact that our country is one of the most ruined and that the

noms des villes les plus connues. Nous nous souvenons tous de la destruction de Coventry; nous connaissons tous la défense héroïque de Stalingrad qui a causé la dévastation inouïe de cette ville. Les ruines de Varsovie se dressent devant nos yeux comme un fantôme, le fantôme d'une ville qui, par trois fois au cours de la guerre, a été victime de la destruction la plus cruelle et la plus systématique.

C'est pourquoi le problème des destructions causées par la guerre, en raison de l'ampleur même des dégâts, dépasse largement les moyens des nations éprouvées; il est devenu ainsi un problème économique qui, désormais, se pose sur le plan mondial. Un danger évident découle du fait que des pays qui ont subi de telles destructions, notamment l'Union soviétique, la France, la Chine, de même que la Yougoslavie, la Grèce et la Pologne, comptent un nombre considérable de consommateurs qui, à l'heure actuelle, ne sont plus en état de satisfaire leurs besoins ou peuvent tout au plus les satisfaire dans une mesure très restreinte. Il est évident aussi que d'autres pays qui, pendant la guerre, ont développé leurs industries et leur production, sont obligés maintenant de chercher en temps de paix des débouchés pour l'excédent de leur production. La solution rapide et satisfaisante de ce problème ne sera pas seulement d'une importance décisive pour la reconstruction des pays dévastés, mais constituera également une garantie que les conséquences de ce déséquilibre économique ne provoqueront pas de nouvelles difficultés dans le monde entier et ne deviendront pas une menace de complications semblable à celle qui a assombri le monde après la première guerre mondiale par suite de l'instabilité de l'économie mondiale.

Il faut toujours se rappeler que la paix mondiale, qui est l'objectif ultime de nos efforts, ainsi que des relations amicales entre les nations et un système social bien équilibré supposent l'existence de conditions favorables à une évolution économique normale. Si des mesures appropriées ne sont pas prises dans la situation actuelle, alors que tant de consommateurs ont été éliminés, l'objectif de l'Organisation des Nations Unies risque de ne demeurer qu'un rêve irréalisable.

Pour atteindre les buts exposés ci-dessus, pour ramener dans le circuit économique un si grand nombre de consommateurs et pour assurer des débouchés aux marchandises des pays qui sont sortis intacts de la guerre, afin qu'ils puissent continuer à travailler sans interruption, il est nécessaire de permettre aux pays dévastés de se livrer à un travail productif. C'est là le seul facteur qui puisse assurer le rétablissement des échanges avec le groupe des pays que la guerre a épargnés. Je le répète, la reconstruction des pays dévastés est une question qui, à l'heure actuelle, ne concerne pas seulement les pays intéressés; il s'agit d'un problème d'économie mondiale qui, du fait de la portée de ses conséquences éventuelles, revêt une importance capitale sur le plan de la politique économique internationale.

Le fait que cette question a été soulevée par la Pologne est dû à une raison particulière. Cela ne tient pas seulement à la circonstance que notre

rehabilitation of our national economy represents for us a most urgent problem. Poland's geographical position and her historical experience cause her to attribute much more importance to the peaceful development of international relations than other nations do. The blessing of a lasting peace is the sincere desire of all nations, but you must allow me to express the conviction that no other nation in the world attributes so much importance as does my country to securing the peaceful co-operation of nations. Do not forget that both world wars were raging on our soil, and that our nation, so terribly exhausted physically and materially, would be unable to survive another war.

This is why lasting peace represents the main goal of our policy. We are strongly convinced that it is our duty to emphasize everywhere and always, that the less done to overcome the economic difficulties of the world, the greater the difficulties in reaching the good international solutions and the more deceptive and less stable these solutions will be.

It seems to me that the problem of damages and war devastation has never been studied as yet as a separate problem. It has been emerging rather as an additional matter during the study of other special problems. For instance, it has been partially tackled in connexion with the activities of UNRRA regarding rehabilitation. This is, however, rather a narrow conception and interpreted in rather a limited way, which is quite natural since the activities of UNRRA have a humanitarian rather than an economic character. The matter of reconstruction is also taken up in the treaty concerning the Bank for Reconstruction and Economic Development, but here again it does not constitute a separate problem: it is somewhat entangled in the endeavour to settle another problem, namely, that of improving and completing the existing methods of international financial investments.

But the approach to the matter from the humanitarian aspect, or if one may say so, from the commercial or financial viewpoint, cannot suffice. This problem has an aspect of its own. It consists in making possible, through complete and prompt reconstruction, the resumption of international interchange for millions, perhaps for hundreds of millions, of consumers whose dwellings and workshops have been ruined by war, so that they are unable to live, produce and consume as they did before the war.

I do not want to suggest that this problem can be solved exclusively through international help. On the contrary, the major part of the means and efforts employed must be an outcome of the internal economic forces of the countries concerned. But it will be impossible to use these forces with profit unless the country in question

pays est l'un de ceux qui ont subi les destructions les plus terribles, et que le rétablissement de notre économie nationale est pour nous un problème d'une extrême urgence. La situation géographique de la Pologne et le cours de son histoire la poussent à accorder une importance beaucoup plus grande au développement pacifique des relations internationales que d'autres nations. C'est le vœu sincère de toutes les nations de jouir des bienfaits d'une paix durable, mais permettez-moi d'exprimer la conviction qu'il n'est pas au monde de nation qui attache autant d'importance à l'établissement d'une coopération pacifique internationale que la mienne. N'oubliez pas que les deux guerres mondiales ont fait rage sur notre territoire, et que notre pays, terriblement épuisé, physiquement et matériellement, serait incapable de survivre à un nouveau conflit.

C'est pourquoi l'établissement d'une paix durable constitue l'objectif essentiel de notre politique. Nous sommes profondément convaincus qu'il est de notre devoir de souligner, toujours et partout, que les difficultés auxquelles on se heurtera pour résoudre équitablement les problèmes internationaux seront d'autant plus grandes et que les solutions obtenues seront d'autant plus trompeuses et incertaines que les efforts tentés pour mettre un terme aux difficultés économiques mondiales auront été moins énergiques.

Il me semble que le problème des dommages et des destructions occasionnés par la guerre n'a encore jamais été étudié en soi; il a plutôt été abordé de façon subsidiaire, au cours de l'étude d'autres problèmes particuliers. Par exemple, il a été partiellement résolu dans le cadre des activités de l'UNRRA visant la réorganisation économique. Toutefois, il s'agit là d'une conception assez étroite et relativement restreinte, ce qui est tout naturel étant donné que l'activité de l'UNRRA a un caractère humanitaire plus qu'économique. La question de la reconstruction a été également envisagée dans l'accord relatif à la Banque pour la reconstruction et la mise en valeur, mais, là encore, elle ne constitue pas un problème en soi: elle y est plus ou moins liée aux efforts accomplis pour régler un autre problème, celui de l'amélioration et du parachèvement des méthodes existantes de placements financiers internationaux.

Mais il ne suffit pas d'aborder le problème du point de vue humanitaire ni, si l'on peut s'exprimer ainsi, sous son aspect commercial ou financier. Ce problème a un aspect qui lui est propre. Il s'agit, par une reconstruction complète et rapide, de réintégrer dans le circuit des échanges internationaux des millions, et peut-être des centaines de millions de consommateurs dont les foyers et les ateliers ont été détruits par la guerre, de sorte qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de vivre, de produire et de consommer comme avant la guerre.

Je ne veux pas dire par là que ce problème ne peut être résolu que par une action internationale. Au contraire, il appartiendra aux pays intéressés de fournir eux-mêmes, sur leurs ressources économiques intérieures, la majeure partie des moyens et des efforts nécessaires. Il sera toutefois impossible d'utiliser ces ressources

is provided with the necessary instruments of production and means of transport, without which it cannot in fact achieve what it is theoretically capable of achieving. Therefore, all investments meant for the reconstruction of ruined or disrupted economies will be extremely profitable from the point of view of international economy.

Finally, I should like to draw your attention to yet another aspect of the matter. This is the question of the human element. War devastation has prevented scores of millions, perhaps hundreds of millions, of people from living and working in conditions suitable for normal human existence. This has been due to their heroic behaviour during the war; behaviour which has been so general as to lose its aureole of something exceptional. Thus, patriotic populations during the defence of their countries permitted their homes to be destroyed, or even destroyed themselves.

This general heroism was something quite natural during the war. But is it right to demand that this population be compensated for its patriotism by being deprived for a long time to come of such conditions of life as would guarantee normal capacity and strength to work? One cannot demand of a man normal work when he lives in a den, or in the cellar of a demolished house, is hungry, and has to spend most of his time in securing food. Should this aspect of life be neglected, a dangerous division might arise between the human communities which, without any fault on their side and only owing to the supreme sacrifices they made, are now deprived of the possibility of living in conditions to which they were formerly accustomed, and those fortunate human communities whose living conditions have remained the same, or have even improved. Just as the existence inside a State of groups neglected economically, or of poor and backward provinces, is dangerous for the integrity of the interests of the State, so an equal danger exists for this great community, which we have named the United Nations, should the existing differences continue and should no equitable adjustment take place in regard to those whose supreme sacrifices have resulted in suffering and in a position of inferiority.

And just as the final cause of all crises is the misery of the masses and their insufficient participation in the social wealth of their own countries, so the reason hampering the economic and cultural development of humanity, causing political frictions and even wars, is the existence of rich countries beside poor, and the insufficient participation of these last in the social wealth of the world. Some countries are suffocating from an excess of goods while others perish because they are deprived of them. And, as a final result, the whole world is tumbling into an abyss of chaos and war.

I am convinced that the discussion of the Polish motion by the General Assembly and by

avec bénéfique si le pays dont il s'agit ne dispose pas des moyens de production et de transport nécessaires sans lesquels il ne pourra réaliser en fait ce qu'il est théoriquement capable d'accomplir. C'est pourquoi tous les placements destinés à la reconstruction des économies nationales ruinées ou désorganisées seront extrêmement avantageux du point de vue de l'économie internationale.

Enfin, je voudrais attirer votre attention sur un autre aspect de la question, son côté humain. Les destructions causées par la guerre ont empêché des millions, peut-être des centaines de millions d'êtres humains de vivre et de travailler dans des conditions normales. Leur conduite héroïque pendant la guerre, conduite qui a été si générale qu'elle a perdu l'éclat d'un exploit exceptionnel, a parfois poussé ces populations patriotes, dans l'intérêt de la défense de leur pays, à ne pas s'opposer à la destruction de leurs demeures, ou même à les détruire de leurs propres mains.

Cet héroïsme général a semblé une chose très naturelle pendant la guerre. Mais est-il juste d'admettre que ces populations, en récompense de leur patriotisme, soient privées longtemps encore de conditions d'existence qui leur assureraient une capacité de travail et une force normales? On ne peut exiger un travail normal d'un homme qui vit dans un taudis ou dans la cave d'une maison démolie, qui a faim et qui doit passer la majeure partie de son temps à la recherche de sa nourriture. Si cet aspect de la vie était négligé, un abîme dangereux pourrait s'ouvrir entre les collectivités humaines qui, non pas par leur faute, mais du fait des suprêmes sacrifices qu'elles auront consentis, n'ont pas la possibilité de vivre dans les conditions auxquelles elles étaient habituées autrefois, et les communautés humaines assez heureuses pour n'avoir pas vu changer leur niveau de vie, ou l'avoir même vu s'améliorer. De même que l'existence à l'intérieur d'un Etat de groupes sociaux qu'on néglige au point de vue économique ou de provinces pauvres et arriérées est dangereuse pour la sauvegarde des intérêts de l'Etat, de même il y aurait un danger tout aussi sérieux, pour cette grande communauté que nous appelons les Nations Unies, si les différences actuelles étaient maintenues et si aucun ajustement équitable n'intervenait en faveur de ceux dont les sacrifices suprêmes leur ont valu des souffrances et une situation d'infériorité.

Et de même que la cause ultime de toutes les crises est la misère de la masse et sa participation insuffisante à la richesse sociale de leur collectivité, de même il faut voir dans la coexistence de pays riches et de pays pauvres et dans la participation insuffisante de ces derniers à la richesse sociale du monde, la raison qui s'oppose au développement économique et culturel de l'humanité et qui provoque des conflits politiques, voire même des guerres. Certains pays étouffent sous l'excès des marchandises alors que d'autres périssent à force d'en manquer. Et c'est ainsi qu'à la fin le monde entier est précipité dans l'abîme du chaos et de la guerre.

J'ai la conviction que la discussion de la résolution polonaise par l'Assemblée générale et la

the Economic and Financial Committee will constitute a helpful inauguration of a great activity destined to bring about the solution of one of the most difficult and most urgent problems now facing humanity.

The United Nations have proved that, by working together against tyranny, they have won a crushing victory. Now we must prove, by cooperating with each other, that we shall be able to secure for the world not only permanent peace and freedom, but also a state of well-being, which it will be possible to achieve, thanks to modern technical developments, existing raw materials, food, and the work of the hands and brains of our peoples.

The PRESIDENT (*Translation from the French*): I call upon Mr. Townsend, representative of the United States of America.

Mr. TOWNSEND (United States of America): The United States of America fully shares the concern of all the Members of the United Nations in repairing as rapidly as possible the terrible social and material destruction caused by this war. This is necessary to bring about an orderly and a peaceful world, the kind of world in which the Governments and peoples of the United Nations will, at last, have a genuine opportunity to achieve for themselves and others, the purposes and principles set forth in the Charter. In the long run, peace is indivisible; economic well-being is indivisible; freedom is indivisible.

We regard this resolution on the necessity of economic reconstruction as an expression of our common interest in a world free from oppression and want. We support its reference, for further study of all the complicated economic and social factors which bear on the problem, to the Economic and Financial Committee of the General Assembly, and to the Economic and Social Council. They should prepare full reports for the consideration of the Assembly when it reconvenes at the headquarters after the adjournment of the session here in London.

In the meantime, of course, the problem of economic reconstruction remains a matter of urgent concern to each of the Governments represented in this Assembly. It will require positive action by each of these Governments individually to make possible the carrying out of an effective programme in the coming months. The responsibility is shared alike by the Governments of the countries which have suffered so much devastation from the war as well as by those which are able to assist in their recovery. Nations which have fought for freedom do not want to remain dependent upon relief from other countries. They want aid only to become self-supporting.

Economic recovery and political health are interdependent. To enlist the whole-hearted cooperation of all nations and all peoples in the great tasks of economic reconstruction we must redouble our efforts to promote basic human rights and fundamental freedoms for all, without regard to race, religion or political opinion.

Commission économique et financière inaugurera utilement la grande activité destinée à apporter une solution à l'un des problèmes les plus difficiles et les plus urgents qui se posent actuellement pour l'humanité tout entière.

Les Nations Unies, s'alliant contre la tyrannie, ont remporté une victoire éclatante. Il nous appartient maintenant de prouver, par une coopération générale, que nous pourrions assurer au monde non seulement une paix durable et la liberté, mais aussi l'état de bien-être qu'il est possible d'atteindre grâce aux progrès de la technique moderne, à l'existence des matières premières et des denrées alimentaires, ainsi qu'à l'effort des travailleurs manuels et intellectuels de tous nos peuples.

Le PRÉSIDENT: La parole est à M. Townsend, représentant des Etats-Unis d'Amérique.

M. TOWNSEND (Etats-Unis d'Amérique) (*Traduction de l'anglais*): Les Etats-Unis d'Amérique partagent pleinement la préoccupation de tous les Membres des Nations Unies, qui est de réparer aussi rapidement que possible les terribles destructions sociales et matérielles provoquées par la guerre. Cela est nécessaire pour rétablir l'ordre et la paix dans le monde, pour permettre aux Gouvernements et aux peuples de traduire concrètement, pour eux-mêmes et pour les autres, les principes qui figurent dans la Charte. En fin de compte la paix est indivisible, le bien-être économique est indivisible, la liberté est indivisible.

Nous considérons la résolution sur la nécessité de la reconstruction économique comme l'expression de notre intérêt commun dans un monde libéré de la tyrannie et du besoin. Nous nous rallions à l'idée de renvoyer à la Commission économique et financière de l'Assemblée et au Conseil économique et social l'étude des facteurs complexes, économiques et sociaux, qui interviennent dans ce problème. Ces deux organismes devront établir des rapports complets qu'ils soumettront à l'Assemblée quand elle se réunira de nouveau au siège, après l'ajournement de la session de Londres.

Entre temps, bien entendu, le problème de la reconstruction économique demeure une préoccupation pressante pour chacun des Gouvernements représentés à cette Assemblée. Il exigera une action positive de la part de chacun d'eux en vue de la réalisation d'un programme effectif dans les mois à venir. Cette responsabilité incombe autant aux Gouvernements des pays qui ont été ravagés par la guerre qu'à ceux qui peuvent aider ces derniers à se relever. Les nations qui ont mené la lutte pour la liberté ne veulent pas continuer à compter sur le secours d'autres pays. Elles ne désirent qu'une aide leur permettant d'atteindre le stade où elles pourront subvenir elles-mêmes à leurs propres besoins.

Le redressement économique et la santé politique sont des questions étroitement liées l'une à l'autre. Pour que toutes les nations et tous les peuples souscrivent à une collaboration sincère en vue d'assurer la grande tâche de reconstruction économique, nous devons redoubler d'efforts, afin de favoriser le développement des

We must seek the widest possible exchange of mutual information so that we may all know each other's problems and the progress made under our programmes of mutual assistance.

On behalf of the United States, I think I can say that my Government and the American people have already given the clearest possible demonstration, not only in words but in deeds, of our desire to help. Desirable as international discussion and study in the field of reconstruction may be, concrete action can be taken only by the individual nations themselves. Of necessity and of right, the degree and amount of assistance that can be given must be determined by each nation in the light of the circumstances in each case. It is manifestly impossible for any country to pledge itself in advance, no matter how indirectly, to a programme or policy which would ultimately demand a contribution of its national resources, without examining in each particular instance for what uses and for what purposes such contributions were being asked. After all, resources are in no case unlimited or even adequate for all pressing needs, domestic and foreign. In the last analysis, the extension of material aid across national boundaries depends upon domestic policy and its ingredients of enlightened self-interest and the natural instincts of friendliness, generosity and humanity.

I make this statement merely to emphasize the fact that no direct or indirect commitment on the part of the United States with regard to such assistance in any particular case can be read into our support for an examination of the whole problem of economic reconstruction by the Economic and Financial Committee and by the Economic and Social Council. The United States desires, above all, to see a world restored to social, economic and political health, a world in which there will be more justice, more freedom and more security for all peoples. I believe the record demonstrates the earnestness, the sincerity and the deep conviction that underlie our continuing purpose to do all that we can to help toward this end.

The United States delegation, therefore, is fully in sympathy with what it understands to be the purpose of the resolution introduced by the delegation of Poland. It is, however, rather late in this session to raise important issues for reference to a Committee for a report at this session. We therefore propose that the General Assembly agree that, following this debate, it put the subject on the agenda of the Second Committee for the next session of the Assembly. To accomplish this purpose, I propose that the paragraph numbered two of the resolution of the Polish delegation be amended to read as follows: "decides to discuss generally this matter under paragraph 17 of its agenda and to transmit it, at the next session of the General Assembly, for a close examination by the Economic and Financial

droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous, sans distinction de race, de religion ou d'opinion politique. Nous devons chercher à nous renseigner mutuellement dans une mesure aussi large que possible, afin d'être tous au courant de nos difficultés respectives et des progrès réalisés par l'application de nos programmes d'assistance mutuelle.

Je crois pouvoir dire, au nom des Etats-Unis, que le Gouvernement et le peuple américains ont déjà fourni, non seulement en paroles mais aussi en actes, la preuve la plus nette de leur désir de venir en aide aux autres peuples. Si nécessaires que soient une discussion et une étude internationales du problème de la reconstruction, l'action concrète appartient aux nations elles-mêmes. Le cadre et la quantité des secours qui pourront être accordés devront nécessairement être déterminés par chaque pays à la lumière des circonstances propres à chaque cas. Il est impossible pour un pays de s'engager à l'avance même indirectement et de se lier à un programme ou à une politique qui, en fin de compte, exigerait un prélèvement sur ses ressources nationales, sans que ce pays ait été mis à même d'examiner dans chaque cas particulier à quelles fins une contribution lui est demandée. Après tout, les ressources ne sont pas illimitées; elles ne sont même pas suffisantes pour couvrir tous les besoins urgents, qu'ils soient nationaux ou étrangers; en dernière analyse, le fait de fournir une aide matérielle à des pays étrangers dépend surtout de la politique nationale, dont les éléments principaux reposent sur l'intérêt, les affinités naturelles, l'amitié, la générosité et l'humanité.

Le seul objet de la présente déclaration est de souligner que le fait de souscrire à un examen d'ensemble du problème de la reconstruction économique ne comporte de la part des Etats-Unis aucun engagement direct ou indirect en ce qui concerne l'assistance à accorder à un pays donné. Les Etats-Unis désirent avant tout voir le monde revenir à la santé sociale, économique et politique; ils veulent un monde dans lequel il y aura plus de justice, plus de liberté et plus de sécurité pour tous les peuples. Je crois que l'expérience a prouvé la sincérité, la bonne foi et la conviction profonde avec lesquelles nous souhaitons faire tout notre possible pour contribuer à cette fin.

Par conséquent, la délégation des Etats-Unis approuve entièrement le but que vise la résolution de la délégation polonaise, telle qu'elle l'interprète. Toutefois, les travaux de l'Assemblée sont déjà assez avancés et il est difficile d'inviter une commission à présenter encore un rapport sur des questions importantes au cours de la présente session. En conséquence nous proposons qu'à la suite du débat l'Assemblée générale accepte d'inscrire la question à l'ordre du jour de la Deuxième Commission à la prochaine session de l'Assemblée générale. A cet effet, je suggère d'amender comme suit le paragraphe 2 de la résolution de la délégation polonaise: "... décide de procéder à une discussion générale de ce problème au titre du paragraphe 17 de son ordre du jour et de le transmettre à la prochaine

Committee," and so forth.

I understand this amendment is acceptable to the Polish delegation.

The PRESIDENT (*Translation from the French*): I call upon Miss Wilkinson, representative of the United Kingdom.

Miss WILKINSON (United Kingdom): The United Kingdom desires to support the Polish resolution, moved by a Polish delegate whose devotion to his country we in this country so well knew during the war.

Last night, at a very late hour, we faced the grim fact of what a world shortage of food is likely to mean in the coming months. This resolution deals with an equally urgent problem, the distribution of productive capacity.

Only those who have seen what these great devastated areas, that were once rich producing areas, are like now can imagine the extent of the shortage. Food is urgent; charity in clothes and goods of all kinds is urgent. But, as the United States delegate said so well, countries cannot live for ever, or even for long, on charity, however generous. They must be helped to help themselves. We cannot keep a whole continent on the dole. It is important, too, for morale that nations should be got back to work. It is a terrible thing to realize that, in half the world, a whole generation of young adults have missed their normal training and apprenticeship period; they are trained to destroy but not to produce, and unless the factory wheels turn soon, and if the almsgiving period is prolonged too long, then the habits of self-reliance and of work may be lost.

I think it is important that we should not regard this as just a pious resolution that of course everyone is "charmed" to pass. Those of us who come from highly developed industrial nations must be prepared, through the Economic and Social Council, to work out the full implications of this resolution. It often may seem easier to export to the suffering countries vast quantities of mass-produced goods. We must take care, at the same time, that we are not exporting mass unemployment and mass political discontent.

Already a good deal of work has been done on these lines. We have the European Central Inland Transport Committee, the Emergency Economic Committee and the European Coal Organization. They are doing good work in Europe, but it is essentially short-term work. For a long-term policy we must have economic plan-

session de l'Assemblée générale pour une étude approfondie de la part de la Commission économique et financière . . ."

Je crois savoir que la délégation polonaise serait éventuellement disposée à accepter cet amendement.

Le PRÉSIDENT: La parole est à Mlle Wilkinson, représentante du Royaume-Uni.

Mlle WILKINSON (Royaume-Uni) (*Traduction de l'anglais*): La délégation du Royaume-Uni désire appuyer la résolution présentée par un des membres de la délégation polonaise dont nous avons pu mesurer ici, au cours de la guerre, le dévouement à son pays.

Très tard dans la soirée d'hier, nous avons vu se dresser devant nos yeux le tableau des conséquences épouvantables qu'aura vraisemblablement la pénurie mondiale de produits alimentaires au cours des mois à venir. La proposition présentée aujourd'hui traite d'un problème tout aussi urgent, de la distribution de la capacité de production.

Ceux qui ont vu les grandes régions dévastées qui, naguère, étaient de riches régions productrices sont seuls à même d'imaginer maintenant la gravité de la disette. On a un besoin urgent de nourriture; il y a urgence à ce que la charité fournisse des vêtements et des marchandises de toutes sortes. Mais, comme l'a si bien déclaré le délégué des Etats-Unis, les pays ne peuvent pas vivre toujours, ni même longtemps, de secours, quelle que soit la générosité avec laquelle ils sont offerts. Il faut aider chaque pays à se tirer d'affaire lui-même. Nous ne pouvons pas garder un continent entier à notre charge. Il est important également pour le moral des nations qu'elles se remettent au travail. Il est terrible de penser que dans la moitié du monde toute une génération de jeunes gens a été privée d'une période normale d'éducation et d'apprentissage. On l'a entraînée à détruire et non à produire, et si les machines des usines ne se remettent bientôt à tourner, et si la période des aumônes se prolonge trop longtemps, l'habitude de ne compter que sur soi-même et sur son propre travail risque de se perdre.

Il est important, à mon avis, que nous ne considérions pas cette proposition comme une résolution pieuse que chacun, bien entendu, est "ravi" d'approuver. Ceux d'entre nous qui appartiennent à des pays très industrialisés doivent être prêts à exécuter, par l'entremise du Conseil économique et social, tous les engagements qu'implique cette résolution. Il se peut que, souvent, il paraisse relativement facile d'exporter vers les pays ravagés d'immenses quantités de marchandises produites en série, mais prenons garde de ne pas provoquer ainsi, en même temps, un chômage intense et un profond malaise politique.

Une bonne part de la tâche a déjà été accomplie sur ces bases. Une Commission centrale européenne des transports intérieurs, le Comité économique provisoire et l'Organisation européenne du charbon sont déjà à l'œuvre. Ces organismes font de la bonne besogne en Europe, mais il s'agit presque uniquement de réalisations à court

ning, and it must be done by staffs with a very high order of experience. That is why the United Kingdom welcomes and supports the amendment of the United States delegation, that the preparatory work should be done first. It will need a great deal, and it will not be too long a time before this Conference meets again.

Therefore, we do hope that the whole of these implications will be faced, and that we can bring to Poland and to the other suffering countries of the world not merely charity, but hope.

The PRESIDENT (*Translation from the French*): The general discussion is closed.

The General Assembly must now vote on the amendment to the Polish draft resolution proposed by the United States delegation, supported by the United Kingdom and Polish delegations, to the effect that the second paragraph of the draft should be amended to read as follows:

"Decides to discuss generally this matter under paragraph 17 of its agenda and to transmit it, at the second part of the first session of the General Assembly, for a close examination by the Second Committee, which shall present to the General Assembly a report resulting from this examination."

Are there any objections?

Decision: *The amendment was adopted. The resolution, as amended, was adopted.*

45. EXTRADITION AND PUNISHMENT OF WAR CRIMINALS: DRAFT RESOLUTION PROPOSED BY THE DELEGATION OF THE BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC: REPORT OF THE GENERAL COMMITTEE (DOCUMENT A/26)

The PRESIDENT (*Translation from the French*): In the name of the General Committee, I present to the General Assembly the following report on the draft resolution proposed by the delegation of the Byelorussian Soviet Socialist Republic concerning the extradition and punishment of war criminals:

A/26 "The General Committee, at its meeting on Saturday, 2 February 1946, considered the application for inclusion of the above item in the agenda of the General Assembly made by the delegation of the Byelorussian Soviet Socialist Republic.

The General Committee recommends that the item be placed on the agenda, and that it should thereafter be referred to the First Committee for immediate consideration and subsequent report to the General Assembly.

The text of the draft resolution has already been circulated as document A/BUR/17."

The documentation on this matter is not yet complete; but perhaps I may take advantage of the last sentence of rule 64 of our rules of pro-

terme. Une politique à longue échéance suppose l'établissement de plans économiques établis par un personnel hautement qualifié et possédant une grande expérience. C'est pourquoi le Royaume-Uni appuie vigoureusement l'amendement de la délégation des Etats-Unis proposant de procéder en premier lieu aux travaux préparatoires. Ces travaux préparatoires seront assez importants et on ne disposera pas de trop de temps avant que cette Assemblée se réunisse de nouveau.

Aussi espérons-nous que tout l'ensemble des questions que soulève ce problème sera envisagé et que nous pourrons apporter à la Pologne et aux autres pays du monde si cruellement éprouvés, non seulement la charité, mais l'espoir.

Le PRÉSIDENT: La discussion générale est close.

L'Assemblée doit maintenant voter sur l'amendement proposé par le représentant des Etats-Unis, appuyé par le représentant du Royaume-Uni et par la délégation polonaise, amendement qui consiste à remplacer le paragraphe 2 par le texte suivant:

"Décide de procéder à une discussion générale de ce problème au titre du paragraphe 17 de son ordre du jour et, lors de la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale, de le transmettre pour étude approfondie à la Deuxième Commission qui fera ensuite rapport à l'Assemblée générale."

Pas d'opposition?

Décision: *L'amendement est adopté. La résolution, ainsi amendée, est adoptée.*

45. EXTRADITION ET CHÂTIMENT DES CRIMINELS DE GUERRE: PROJET DE RÉSOLUTION PRÉSENTÉ PAR LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE: RAPPORT DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (DOCUMENT A/26)

Le PRÉSIDENT: Au nom du Bureau, j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le rapport suivant sur le projet de résolution présenté par la délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie et relatif à l'extradition et au châtiment des criminels de guerre:

"Le Bureau, à sa séance de samedi 2 février 1946, a examiné la demande de la délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie, tendant à l'inscription de la question ci-dessus à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

Le Bureau recommande que cette question soit inscrite à l'ordre du jour et qu'elle soit ensuite renvoyée à la Première Commission qui la discuterait immédiatement et ferait ultérieurement rapport à l'Assemblée générale.

Le texte du projet de résolution a déjà été distribué comme document A/BUR/17."

Tous les documents relatifs à cette question n'ont pas été communiqués. Puis-je user de la règle inscrite à l'article 64 pour faire une excep-

cedure and ask you, as an exceptional case, to examine the question at once. If there is any serious objection, I will not, of course, do so. I will first ask the General Assembly to agree that this question be placed on the agenda at once, in spite of the fact that the documents are incomplete.

Are there any objections?

A vote will now be taken by a show of hands and by a majority to decide whether this proposal is to be placed on the agenda.

(A vote was taken by a show of hands.)

The PRESIDENT (*Translation from the French*): The result of the voting is as follows: The General Assembly has decided, by thirty-nine votes, to place the item on its agenda.

The General Committee proposes that the matter be referred to the First Committee. If there are no objections, this procedure is adopted.

Decision: *The General Assembly decided to place the question of the extradition and punishment of war criminals on its agenda, and to refer it to the First Committee for consideration and report.*

The meeting rose at 1.10 p.m.

TWENTY-THIRD PLENARY MEETING

Wednesday, 6 February 1946 at 10.30 a.m.

CONTENTS

- 46. Emoluments of the Judges of the International Court of Justice: Report of the Sixth Committee..... 338
- 47. Pensions of the Judges, Registrar and Staff of the International Court of Justice: Report of the Sixth Committee: Resolution..... 339
- 48. Election of the Judges of the International Court of Justice..... 340

President: Mr. P.-H. SPAAK (Belgium).

46. EMOLUMENTS OF THE JUDGES OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE: REPORT OF THE SIXTH COMMITTEE (DOCUMENT A/29)

The PRESIDENT (*Translation from the French*): The first point on the agenda is the question of the emoluments of the judges of the International Court of Justice.

I call upon the Rapporteur of the Sixth Committee, Mr. Read, representative of Canada.

Mr. READ (Canada), Rapporteur: In presenting the following report of the Sixth Committee with regard to the emoluments of the judges of the International Court of Justice, I should say that it is based upon joint recommendations of the Fifth and Sixth Committees:

A/29 "The Sixth Committee unanimously agreed to recommend to the General Assembly that the emoluments of the judges of the International Court of Justice should be fixed according to the following scale:

tion et vous demander d'examiner immédiatement la question que je viens de poser? Je ne voudrais pas le faire s'il y avait une opposition sérieuse dans l'Assemblée. Je demande d'abord à l'Assemblée d'admettre que cette question vienne maintenant à l'ordre du jour, bien que tous les documents n'aient pas été communiqués.

Pas objections?

Nous devons voter sur la question de savoir si la motion est mise à l'ordre du jour. Ce vote peut avoir lieu à main levée et à la majorité.

(Il est procédé au vote à main levée.)

Le PRÉSIDENT: Le résultat du vote est le suivant: Par trente-neuf voix, l'Assemblée générale décide d'inscrire la question à l'ordre du jour.

Le Bureau propose que cette question soit renvoyée à la Première Commission. S'il n'y a pas d'objections, il en sera ainsi décidé.

Décision: *L'Assemblée générale décide d'inscrire la question de l'extradition et du châtiement des criminels de guerre à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission, aux fins d'examen et de rapport.*

La séance est levée à 13 h. 10.

VINGT-TROISIEME SEANCE PLENIERE

Mercredi 6 février 1946 à 10 h. 30.

TABLE DES MATIERES

- 46. Emoluments des juges de la Cour internationale de Justice: Rapport de la Sixième Commission..... 338
- 47. Pensions des juges, du greffier et du personnel de la Cour internationale de Justice: Rapport de la Sixième Commission: Résolution..... 339
- 48. Election des juges de la Cour internationale de Justice..... 340

Président: M. P.-H. SPAAK (Belgique).

46. EMOLUMENTS DES JUGES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE: RAPPORT DE LA SIXIÈME COMMISSION (DOCUMENT A/29)

Le PRÉSIDENT: L'ordre du jour appelle la question des émoluments des juges de la Cour internationale de Justice.

La parole est à M. Read, représentant du Canada, Rapporteur de la Sixième Commission.

M. READ (Canada), Rapporteur (*Traduction de l'anglais*): J'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale le rapport de la Commission juridique, relatif aux émoluments des juges de la Cour internationale de Justice. Ce rapport est basé sur les recommandations communes des Cinquième et Sixième Commissions. Son texte est le suivant:

"La Sixième Commission a décidé à l'unanimité de recommander à l'Assemblée générale de fixer les émoluments des juges de la Cour internationale de Justice sur les bases suivantes: